

*Initiatives ministérielles*

nementaux comme les aéroports, les douanes, etc. L'année où nous avons pris le pouvoir, les dépenses fixes étaient de 87 milliards.

On ne peut tout simplement pas mettre un terme à ces dépenses fixes et dire qu'on va licencier tous les intéressés, fermer 10 p. 100 des pistes, supprimer certains postes frontalières, ne pas verser leur pleine pension aux gens chaque année même si ces derniers ont contribué à leurs régimes de pension, et ne pas s'occuper des chômeurs. Il est impossible, d'un seul coup, de supprimer tous ces programmes. Ce sont-là des choses auxquelles, après 20 ans, les Canadiens s'étaient habitués et ils s'attendaient à ce que le gouvernement continue de les leur offrir.

Les dépenses fixes exigeaient des recettes de 87 milliards de dollars chaque année et nous avions en plus une dette accumulée de 200 milliards de dollars sur laquelle nous devions verser 22 milliards de dollars d'intérêt par an. À notre arrivée au pouvoir, nous nous sommes aperçus que le gouvernement devait trouver chaque année au moins 100 milliards de dollars. D'un autre côté, nos recettes fixes n'étaient que de 80 milliards de dollars. À quoi cela était-il attribuable? Manifestement, le gouvernement libéral n'aurait sûrement pas mis en oeuvre un régime exigeant des déboursés de 100 milliards de dollars par année et ne rapportant que 80 milliards de dollars par année. Tout notre régime fiscal, notre régime d'imposition sur le revenu des particuliers et des sociétés et notre régime de taxe d'accise combinés ne rapportaient que 80 milliards de dollars. Pourtant, pendant 20 ans, les libéraux ont continué à dépenser plus qu'ils ne percevaient.

• (1800)

Il est intéressant de remarquer que dans les années 1970 à 1975, les gouvernements libéraux de l'époque ont augmenté les dépenses de 17,9 p. 100 par année en moyenne. Comment cela se fait-il? Eh bien, c'est très simple. Les libéraux tentaient simplement d'acheter leur réélection en offrant toujours davantage aux Canadiens et en augmentant leurs dépenses de 17,9 p. 100 par an.

Cinq ans plus tard, ils ont commencé à avoir des remords. Ils se sont sentis quelque peu coupables et se sont dit qu'ils ne pouvaient continuer à ruiner ainsi le pays. Dans le cadre d'un grand effort de réduction de dépenses, ils ne les ont augmentées que de 10 p. 100 par an en moyenne de 1975 à 1980. J'ignore combien de gens dans tout le pays obtenaient des augmentations de salaire de 10 p. 100 par an, mais le gouvernement libéral n'avait aucun problème, durant ces années d'austérité, à accroître les dépenses de 10 p. 100 par an. Les libéraux ont perdu quelques sièges et le pouvoir, à la fin de cette

période, à cause de leur programme d'austérité. L'augmentation de leurs dépenses n'était plus que de 10 p. 100 au lieu de 17,9 p. 100.

Le gouvernement libéral n'a pas été en mesure d'acheter suffisamment de votes et ainsi les Canadiens ont élu un gouvernement conservateur, en 1979. Malheureusement, il s'agissait d'un gouvernement minoritaire. Avec l'aide des socialistes, les libéraux ont été en mesure de le défaire. Ils sont revenus au pouvoir en 1980, avec l'idée bien arrêtée de ne plus s'y laisser prendre. Les libéraux se sont dit qu'ils n'avaient pas été réélus lorsque le budget n'avait augmenté que de 10 p. 100 par an mais qu'on n'allait pas les y reprendre. Ils se sont mis à dépenser comme de beaux diables. De 1979 jusqu'à ce que nous les bottions dehors en 1984, les libéraux ont augmenté les dépenses en moyenne chaque année de 14,1 p. 100.

Les Canadiens ont dit que c'en étant trop, qu'ils en avaient assez de cette sottise, et que les libéraux ne faisaient que dépenser et accroître l'endettement du Canada. Lorsque notre gouvernement a accédé au pouvoir en 1984, le parti libéral avait accumulé une dette de 200 milliards de dollars. Il avait une liste fixe de dépenses de 100 milliards et ne touchait que 80 milliards de recettes. Quand on veut s'attaquer au problème de l'endettement national, la première chose qu'on doit faire, c'est au moins de hausser ses recettes au niveau de ses dépenses ou d'abaisser ses dépenses au niveau de ses recettes.

À quoi l'argent était-il dépensé? Je pense que les Canadiens le savent. Trente-trois p. 100 servaient à des transferts directs à des personnes, qu'il s'agisse de pensions, d'assurance-chômage, d'allocations familiales ou des dépenses de fonctionnement du gouvernement. Ces dépenses qui augmentaient au rythme que j'ai dit tantôt ont contribué à l'endettement de notre pays. Elles n'avaient cessé de croître depuis 15 ans à un rythme scandaleux et le gouvernement actuel a décidé d'y mettre un frein. Nous allons tenter d'accroître les recettes, de stimuler l'activité économique, de façon à créer plus d'emplois pour les Canadiens. Quand plus de Canadiens travaillent et plus d'entreprises créent des emplois, plus de gens assument le fardeau. Quand plus de personnes paient l'impôt, les recettes fiscales augmentent. Ainsi, chaque contribuable ne paie pas davantage d'impôt, l'assiette étant plus large; mais comme plus de contribuables paient l'impôt, les recettes augmentent, et c'est ce que nous avons tenté de faire, ou plutôt que nous avons réussi à faire.

D'après les statistiques, depuis que le gouvernement conservateur a été porté au pouvoir en 1984, ses dépenses ont augmenté de 3,5 p. 100. Au cours des cinq premières